

# Vivre et Travailler en COUSERANS

## Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées

La question centrale qui nous est posée dans notre activité au quotidien et notamment dans ce contexte de crise économique et sociale, c'est l'emploi. Il détermine un projet de société dans les territoires. Aujourd'hui, la politique capitaliste est basée sur la rentabilité financière au service des actionnaires pour gonfler leurs dividendes au détriment de ceux qui créent la richesse dans l'entreprise, je veux parler des salariés. Ils sont les premières victimes avec les privés d'emploi et les retraités. C'est à partir de cette analyse et pour construire un rapport de force en région, que nous avons décidé au comité régional, de travailler et d'élaborer des projets revendicatifs en territoire à partir des bassins d'emploi. Une première initiative est en cours de réalisation, c'est dans le territoire du Couserans.

Comme point d'appui dans la construction de ce projet, c'est la filière bois papier avec les propositions de la CGT sur la ré-industrialisation du site. Pour affiner nos propositions et les faire vivre et partager par l'ensemble des salariés, les privés d'emploi et les retraités, nous organisons un débat public le 19 décembre ; Cette initiative a pour but de créer le rapport de force pour obtenir des avancées et conquêtes sociales.

Cette dynamique se construit aussi dans d'autres territoires de Midi-Pyrénées. En s'appuyant sur ce travail en territoire, nous allons organiser une conférence régionale qui s'intitulera "les filières industrielles de Midi-Pyrénées", et qui portera les propositions de la CGT en matière de développement industriel diversifié et de financement d'une politique industrielle.

Roger-Pierre LEMOUZY  
Secrétaire Régional

Vendredi **19 décembre** 2008,

la CGT organise à **21 h 00**  
à la **Mairie de Saint-Girons** (2<sup>e</sup> étage)

une **réunion publique**

sur la **ré-industrialisation**  
**du site de LEDAR**

et invite l'ensemble de la population  
et les salariés du Couserans  
à y participer.



# Par l'absence de politiques industrielles, la filière bois-papier est menacée

## De quoi souffre la filière papetière ?

La maladie se nomme "mondialisation", et c'est une variante active de cette affection, nommée "globalisation libérale", qui la frappe tout particulièrement. C'est l'emploi qui paie la note de la course au désengagement industriel.

Le malaise dans la civilisation du papier est tel que le doute s'insinue sur l'avenir même de la filière. A quoi bon défendre la filière papetière ? S'interrogent les prophètes du déclin et du renoncement, il faut laisser faire le marché, ça, c'est moderne !



## La mondialisation papetière entraîne-t-elle une anarchie ?

Ils envisagent de délocaliser des fabrications entières, font voyager les matières premières et les produits sur des parcours aberrants, ce qui surcharge le trafic routier. La consommation de l'énergie et des transports n'est même pas organisée avec les interlocuteurs incontournables que sont la SNCF et EDF... Que leur importe, le marché n'est pas là par définition pour planifier, assoiffé qu'il est non de simple rentabilité, mais de rentabilité immédiate et de haut niveau. Défendre la filière papetière, toute une profession donc, relève d'un effort collectif, dans lequel le syndicalisme CGT prend toute sa place. Cette défense nécessite un plan d'urgence, des mesures immédiates de sauvegarde de l'industrie papetière, et des dispositions à moyen terme, de façon qu'elle traverse la zone des grandes tempêtes dans laquelle elle est entrée.

*Un plan papetier est à construire avec les pouvoirs publics, les régions, l'Union Européenne*

## Les pouvoirs publics en ont-ils le pouvoir ?

Bien sûr que oui. L'intervention de la force étatique dans le domaine industriel est constante, comme en témoigne le projet Suez GDF, la mutation de l'industrie nationale de l'armement, l'orientation constante des produits de l'industrie pharmaceutique, etc.

Les régions et leurs conseils, auxquels nombre de compétences sont transférées, représentent un acteur d'autant plus privilégié que le plan national papetier doit adapter ses objectifs au caractère spécifique de chaque bassin papetier historique. La région est le cadre naturel de développement de notre industrie. Les collectifs de direction des régions savent combien ils ont à gagner dans le maintien et la progression des usines de papier et de carton pour l'économie régionale.

# Si rien n'est inéluctable, que propose la CGT ?

## *Sous l'égide des pouvoirs publics de Midi-Pyrénées l'activation d'une commission impulsant une politique régionale industrielle de la filière bois-papier :*

Cette politique aura pour but :

- ♦ la mise en coopération mutualisée entre les industriels papetiers et les industriels de la filière ;
- ♦ en favorisant des coopérations avec les marchés régionaux (agro-alimentaire, presse et communication, aéronautique, pharmaceutique, etc) qui ont des demandes potentielles en papier et imprimés et d'autre part en diversifiant les capacités productrices actuelles ;
- ♦ l'approvisionnement en matières premières s'appuyant sur les potentialités régionales ;
- ♦ l'intervention sur les coûts d'énergie, dans le cadre du développement durable (eau, biomasse, etc) ;
- ♦ l'intervention sur les coûts de logistique (rail-route) ;

- ♦ la recherche et développement (bio-raffinerie...);
- ♦ création d'un label de qualité, car l'industrie papetière répond parfaitement aux normes du développement durable : immédiatement utile à l'environnement par ses capacités de recyclage de papiers, elle l'est pour l'industrie forestière. Elle peut améliorer ce niveau de qualité par la purification de l'eau dont elle se sert abondamment. Sa production propre d'électricité peut faire baisser la facture énergétique globale ;

Non, cette industrie ne dégrade pas la forêt, au contraire, en utilisant les déchets des scieries, en utilisant les bois d'éclaircie, en développant certaines essences d'arbre, en recyclant les chablis, elle contribue à la faire vivre et à l'entretenir ;

- ♦ D'établir la responsabilité socio-économique des directions d'entreprises, afin qu'elles se comportent en membres solidaires d'une filière nationale.
- ♦ qu'elles investissent dans le savoir-faire des salariés, à l'opposé des stratégies multina-

tionales et des patrons lointains et invisibles

- ♦ Et, également, la construction d'un contrat social papetier, en basant notre proposition de sécurité sociale professionnelle sur la sécurité sociale elle-même !

## L'onde de choc sur les La papèterie de Lédar c'était

650 000 €/an pour la commune  
200 000 €/an pour la communauté des communes  
650 000 €/an pour le département  
150 000 €/an pour la région  
Total : 1 650 000 euros (source ariège news)  
La masse salariale c'était aussi 3 700 000 €/an  
Les 110 emplois sont à multiplier par quatre  
(énergie, transport, maintenance, matière première)





# La fermeture de Ledar

## L'analyse de la CGT

La vieille dame centenaire s'est éteinte le 19 septembre 2008; son panache de vapeur ne flotte plus sur le quartier de Sierres et sur SAINT-GIRONS. La fermeture est intervenue sans que la bataille et la mobilisation nécessaire soit au rendez-vous car les salariés et le Comité d'Entreprise ont fait un autre choix que celui que la CGT avait initié. En effet, séduit par les promesses des élus, ils ont confié le dossier à Ariège Expansion et ont attendu la décision.

*Ce choix, la CGT l'a respecté mais ne l'approuve pas.*

*Lorsqu'on engage une lutte d'un tel niveau avec les enjeux énormes, on ne sait pas si on va gagner, mais en ne l'engageant pas on a déjà perdu ! Même le plan social n'est pas à la hauteur parce que le rapport de forces n'était pas au rendez-vous.*

## L'action engagée par la CGT depuis 2004

La CGT depuis 2004, voyant arriver les difficultés dans l'industrie papetière, a impulsé auprès du Conseil Régional une réflexion sur le bassin d'emploi Couserans Comminges, concrétisée par une étude financée par l'état et la région. Les propositions pour Lédar que nous impulsions s'articulaient principalement autour de trois axes de travail :

- ♦ Organisation d'une filière interrégionale de récupération de vieux papiers en impli-

quant tous les organismes publics de collecte et de tri fournissant l'entreprise à un prix régulier et compétitif

- ♦ Construire des débouchés de proximité pour le papier presse avec les imprimeries et éditeurs de presse régionaux
- ♦ Restitution des centrales de production d'énergie hydroélectrique en vertu du droit d'eau

La CGT a impulsé des tables rondes, des rencontres, des manifestations mobilisant au-delà du Couserans, elle a mis à la disposition des salariés toutes ses structures et ses expertises nationale, régionale, départementale, locale et professionnelles alors qu'il n'y avait quasiment plus de syndiqués dans l'usine depuis plusieurs années. Notre éviction dès le mois de mai est incompréhensible ! Cela dit, la responsabilité des élus est notoire.

## L'attitude des élus

Ceux-ci ont soutenu la démarche CGT que si les directions locales des papeteries voulaient bien participer et n'ont jamais débattu de propositions à l'assemblée nationale, au sénat, à la région ou au département et ont confisqué le dossier localement avec Ariège Expansion. Pire le dossier, tracté par cette structure du conseil général, qui a voulu la jouer seul et seulement pour le site de Ledar, a fait capoter le dossier de reprise du groupe qui tentait de rapprocher les propositions des repreneurs en les additionnant dans une seule perspective.

A partir de cette situation ubuesque, toutes les pistes de reprises sérieuses ont été abandonnées ! Ils n'ont jamais mis le préfet en demeure pour faire respecter le droit d'eau concernant les centrales. Pire, une lettre de Fillon au député dès le mois de juillet est restée lettre morte, alors que la responsabilité du gouvernement était engagée puisqu'il se déclarait décidé à faire respecter les promesses d'investissement suite à la vente des centrales, promesses jamais tenues ! Et la visite du secrétaire d'état, reçu en grande pompe par des participants tendant la sébile avait quelque chose d'indécent tant les responsabilités de l'état dans ce dossier étaient énormes. M. Falco s'étant même payé le luxe de féliciter le Préfet de l'Ariège pour son rôle dans le dossier sans soulever une levée de bouclier des participants. La CGT n'avait pas été conviée malgré son influence de plus de 60 % des salariés en Couserans.

## La responsabilité du Préfet

Le préfet n'a pas voulu traiter le dossier du droit d'eau pour les centrales hydroélectriques. Il n'a pas fait respecter l'engagement de la direction pris en sa présence et celle des représentants des salariés le 26 juin 2007 en préfecture, stipulant qu'une partie de la vente



des centrales serait consacrée à la modernisation de l'outil de production. Le fond d'investissement américain MATTILIN PATERSON a raflé la mise. Ce fond est reparti vers son siège situé aux Iles Caïman avec les 30 millions d'euros qu'il a retiré de la vente des centrales de tout le groupe Matussière et Forest. L'engagement du gouvernement via le Premier ministre n'a même pas été repris par le préfet du département. Et les deux problèmes demeurent : les centrales ont été vendues illégalement et les 6 millions d'euros d'investissements promis solennellement à la préfecture au cours de négociations en présence du plus haut représentant de l'état dans le département, se sont envolés.

## Et maintenant ?

*Aujourd'hui, c'est de ré-industrialisation dont il faut parler pour le Couserans et non de revitalisation.*

Ceux qui ont tiré un trait sur l'industrie (la mono industrie lourde c'est fini) feraient bien de songer à l'avenir du site papetier de Lédar et de la papeterie La Moulasse.

La CGT, quant à elle, veut être entendue sur ses propositions pour la ré-industrialisation du Couserans et exige, de tous les pouvoirs publics et élus politiques, qu'ils initient la construction d'une filière papier de proximité centrée sur les besoins inter régionaux. Il en est encore temps !

## Finances Locales

ait :

une **deuxième onde de choc** est aussi à prévoir, du fait même, que si le site Ledar n'est pas réactivé rapidement un coût énorme pour la dépollution (qui est obligatoire) devra être, en plus, supporté par les collectivités, donc nos impôts.

tre à six pour les emplois induits

, etc.)

# Agir pour réactiver le site industriel

*Après la disparition de l'emploi de 110 familles et les retombées sur les emplois induits (qu'on peut évaluer à terme, à la perte de plus de 500 emplois), la réduction drastique des moyens financiers de la commune de Saint-Girons (45 % du budget en moins)*

## Les atouts :

- ♦ Un site pouvant accueillir une unité de production de retraitement de vieux papier pouvant produire du papier plâtre pour le bâtiment (Placoplatre) ou bien des sacs en papier pour la grande distribution (comme cela se fait aux USA) en remplacement du plastique, ou encore pour répondre aux besoins à l'industrie agro-alimentaire, ou

tout autre papier à usage domestique ou d'hôpitaux de la région ;

- ♦ La capacité d'avoir des coûts réduits d'énergie par le moyen qu'a l'Etat (via le chantage à la suppression de droit d'eau) en l'imposant à la société reprenneuse des centrales hydroélectriques ;
- ♦ Des réductions de coûts de production en revendant la biomasse à Tembec de Saint-Gaudens qui lui-même la retraite pour la revendre en énergie propre ;

## Les actions immédiates des pouvoirs publics :

- ♦ La préemption des terrains, de l'immobilier et des machines outils pour bloquer l'action du liquidateur ;



- ♦ La mise en place d'une cellule de travail légère regroupant les collectivités, les organisations syndicales salariales et patronales pour recenser les besoins en région des entreprises, en cellulose et papier et mettre en synergie la filière découlant de cette nouvelle unité.

## Des solutions pour les autres sites de l'ancien groupe

*Aujourd'hui la CGT négocie des solutions de redémarrage pour les autres unités de production de l'ex groupe Mattusière (avec l'appui des pouvoirs publics).*

Sur le site de Turkheim c'est un redémarrage de fabrication de papier journal qui est programmé avec 90 salariés réembauchés. Ce succès a été initié par la Filpac qui a réussi à mettre les éditeurs de presse de l'Est et de l'Île-de-France dans le réactivation de ce site. Le même dossier avait été défendu, avant la fermeture, par la CGT en Midi-Pyrénées, en exigeant des pouvoirs publics régionaux de pousser cette idée avec les éditeurs de presse du grand Sud-Ouest, qui malheureusement n'a pas trouvé écho jusqu'à présent. L'absence, à l'époque, de soutien par le CE, a permis que

cette solution soit enterrée. Cette hypothèse est pourtant plus que jamais d'actualité pour les éditeurs de presse qui vont être confrontés à des hausses vertigineuses de coût du papier journal, par le fait que les 2 grandes multinationales européennes ont décidé de réduire de 1,9 millions de tonnes la production, pour faire augmenter les prix.

C'est également le site de Voiron qui est avec un projet de solution de réactivation du site, porté par un groupe d'investissement Anglais.

***Pourquoi, dans l'Ariège et en Midi-Pyrénées, cela ne serait-il pas possible ?***

## ARIEGE EXPANSION va-t-il enfin jouer groupé ?

C'est un organisme financé par nos impôts locaux puisque le département y consacre plus d'un million d'euros par an, a un rôle d'animation, de conseil, d'expertise et d'assistance, d'accueil pour les entreprises.

Il n'a pas, jusqu'à ce jour, été à l'animation, à l'impulsion, à l'initiative de développement industriel dans le département, cela se saurait, les occasions n'ont pas manqué avec le textile en Pays-d'Olmes et l'électrometallurgie dans la Haute Ariège.

Sa direction a bien caché les négociations avec le groupe espagnol Papetier Papresa, dont la CGT ne peut que regretter d'avoir été oubliée. Cela aurait pu permettre de l'empêcher de commettre une erreur fondamentale qui a causé le non aboutissement de dossiers de reprise du groupe, en faisant confiance aux membres du CE Ledar, qui plongés le nez dans le guidon, ont fait une erreur politique, en escomptant qu'ils pouvaient être les seuls à être sauvés au détriment des autres.

## LE CHALLENGE proposé par la CGT :

Aujourd'hui être à l'initiative et non uniquement d'attendre des solutions pour accompagner les projets d'industriels, c'est le challenge que la CGT propose à cette structure et aux élus départementaux et locaux, d'autant, que tous les pouvoirs publics d'état et de la région, seraient d'accord pour apporter leurs contributions.

## Bulletin d'adhésion

à retourner à l'UL de Saint-Girons

100, avenue du Maréchal Foch - 09200 SAINT-GIRONS

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Tél. : ..... e-mail : .....

je souhaite prendre contact

je souhaite me syndiquer

